



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 76.223/2
du 31 mai 2024

advies 76.223/2
van 31 mei 2024

sur

over

un projet d'arrêté royal 'modifiant
l'arrêté royal du 6 décembre 2018
fixant les modalités et les
conditions d'octroi du subside visé
à l'article 3^{ter} de la loi du
8 juillet 1964 relative à l'aide
médicale urgente et l'arrêté royal
du 14 décembre 2018 définissant
les règles et la teneur de
l'enregistrement par les services
ambulanciers et du rapport annuel'

een ontwerp van koninklijk besluit
'tot wijziging van het koninklijk
besluit van 6 december 2018 tot
vaststelling van de modaliteiten en
de voorwaarden voor de
toekenning van de toelage bedoeld
in artikel 3^{ter} van de wet van
8 juli 1964 betreffende de
dringende geneeskundige
hulpverlening en van het
koninklijk besluit van
14 december 2018 houdende
bepaling van de regels en de
inhoud van de registratie door
de ambulancediensten en van
hun jaarverslag'

Le 22 avril 2024, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique à communiquer un avis dans un délai de trente jours prorogé jusqu'au 31 mai 2024*, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 6 décembre 2018 fixant les modalités et les conditions d'octroi du subside visé à l'article 3ter de la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente et l'arrêté royal du 14 décembre 2018 définissant les règles et la teneur de l'enregistrement par les services ambulanciers et du rapport annuel'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 22 mai 2024. La chambre était composée de Patrick RONVAUX, président de chambre, Pierre-Olivier DE BROUX et Laurence VANCRAVEBECK, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Philippe DE BRUYCKER, assesseurs, et Esther CONTI, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Roger WIMMER, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre-Olivier DE BROUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 31 mai 2024.

* Par courriel du 25 avril 2024.

*

Op 22 april 2024 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot 31 mei 2024*, een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 6 december 2018 tot vaststelling van de modaliteiten en de voorwaarden voor de toekenning van de toelage bedoeld in artikel 3ter van de wet van 8 juli 1964 betreffende de dringende geneeskundige hulpverlening en van het koninklijk besluit van 14 december 2018 houdende bepaling van de regels en de inhoud van de registratie door de ambulancediensten en van hun jaarverslag'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 22 mei 2024. De kamer was samengesteld uit Patrick RONVAUX, kamervoorzitter, Pierre-Olivier DE BROUX en Laurence VANCRAVEBECK, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Philippe DE BRUYCKER, assessoren, en Esther CONTI, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Roger WIMMER, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre-Olivier DE BROUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 31 mei 2024.

* Bij e-mail van 25 april 2024.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉLIMINAIRE

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, la section de législation attire l'attention du demandeur d'avis sur le fait que la dissolution des Chambres législatives emporte que, depuis cette date et jusqu'à ce que, à la suite de l'élection des membres de la Chambre des représentants, le Roi nomme un nouveau Gouvernement, le Gouvernement ne dispose plus de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Plusieurs dispositions de l'arrêté en projet trouvent leur fondement juridique dans l'article 10^{ter}, alinéa 3, de la loi du 8 juillet 1964 'relative à l'aide médicale urgente', selon lequel :

« Le Roi détermine les modalités et la teneur de cet enregistrement et du rapport annuel, après consultation du Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé, section Santé, institué au sein de la Commission de la protection de la vie privée ».

En l'espèce, il ne ressort pas du dossier communiqué à la section de législation que l'Autorité de protection des données ¹ a été consultée préalablement sur l'arrêté royal en projet.

Il sera veillé à l'accomplissement de la formalité requise.

Si l'accomplissement de cette formalité devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État sur des points autres que de pure forme et ne résultant pas des suites réservées au présent avis, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient être soumises à nouveau à l'avis de la section de législation conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'État.

¹ L'Autorité de protection des données a succédé à la Commission de la protection de la vie privée (voir l'article 3, alinéa 2, de la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données').

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 1^{er}, il convient de remplacer les mots « l'article 3^{ter} » par les mots « les articles 1^{er}, alinéa 3, remplacé par la loi du 22 février 1998, 3^{ter}, inséré par la loi du 24 juillet 2008, remplacé par la loi du 10 avril 2014 et modifié par la loi du 26 décembre 2022, et 10^{ter}, alinéa 3, inséré par la loi du 10 décembre 2009 ».

2. Entre les alinéas 1^{er} et 2, il convient de citer les deux arrêtés royaux modifiés par l'arrêté en projet, à savoir l'arrêté royal du 6 décembre 2018 'fixant les modalités et les conditions d'octroi du subside visé à l'article 3^{ter} de la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente' et l'arrêté royal du 14 décembre 2018 'définissant les règles et la teneur de l'enregistrement par les services ambulanciers et du rapport annuel' ².

DISPOSITIF

Article 2

Dans la version française de l'article 1^{er}, 6°, en projet, il y a lieu de remplacer les mots « un PIT en service » par les mots « et un PIT en service » ³.

Titre II

Dans l'intitulé français, les mots « le contenu » doivent être omis.

Article 9

À l'article 1^{er}, 32°, en projet, il faut remplacer les mots « le service réponse de la Direction générale » par les mots « Service réponse : le service réponse de la Direction générale ».

Article 13

1. Cette disposition prévoit une mesure transitoire en faveur des services dont la convention serait abrogée et qui solliciteraient un agrément. En ce qui concerne l'articulation du nouveau régime d'agrément avec la fin du régime de conventions, il est renvoyé à l'avis 76.024/2

² *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 29 et 30 et formule F 3-3.

³ « *Paramedical intervention team* » en abrégé « PIT ».

donné ce jour sur un projet d'arrêté royal 'fixant les normes d'agrément des services ambulanciers actifs dans le cadre de l'aide médicale urgente' ⁴.

2. La notion de « la loi » n'étant pas définie par l'arrêté en projet et la définition figurant à l'article 1^{er}, 1°, de l'arrêté royal du 6 décembre 2018 ne valant que pour l'application de ce dernier et non pas pour l'arrêté en projet, il convient de remplacer chaque fois les mots « la loi » par les mots « la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente » ⁵.

*

⁴ Voir l'observation n° 3 formulée sous les articles 69 à 77.

⁵ Voir également l'article 14 du projet.

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

INLEIDENDE OPMERKING

Rekening houdend met het ogenblik waarop dit advies wordt gegeven, vestigt de afdeling Wetgeving de aandacht van de adviesaanvrager erop dat de ontbinding van de wetgevende kamers tot gevolg heeft dat de regering sedert die datum en totdat, na de verkiezing van de Kamer van volksvertegenwoordigers, een nieuwe regering is benoemd door de Koning, niet meer over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of het ontwerp onder die beperkte bevoegdheid valt, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van alle feitelijke gegevens die de regering in aanmerking kan nemen als zij moet beoordelen of het nodig is een verordening vast te stellen of te wijzigen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Verschillende bepalingen van het ontwerpbesluit vinden hun rechtsgrond in artikel 10^{ter}, derde lid, van de wet van 8 juli 1964 ‘betreffende dringende geneeskundige hulpverlening’, dat luidt:

“De Koning bepaalt de nadere regels en de inhoud van deze registratie en van het jaarverslag, na raadpleging van het Sectoraal comité van de sociale zekerheid en de gezondheid, afdeling Gezondheid, ingesteld in de schoot van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.”

Uit het dossier dat aan de afdeling Wetgeving is overgezonden, blijkt *in casu* niet dat de Gegevensbeschermingsautoriteit¹ vooraf om advies is verzocht over het ontworpen koninklijk besluit.

Er moet op worden toegezien dat dit verplichte vormvereiste wordt vervuld.

Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst naar aanleiding van het vervullen van dat vormvereiste nog wijzigingen zou ondergaan die niet louter vormelijk zijn en niet voortvloeien uit het gevolg dat aan dit advies wordt gegeven, moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen op hun beurt om advies aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd, overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’.

¹ De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer is opgevolgd door de Gegevensbeschermingsautoriteit (zie artikel 3, tweede lid, van de wet van 3 december 2017 ‘tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit’).

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. In het eerste lid dienen de woorden “artikelen 3ter” te worden vervangen door de woorden “de artikelen 1, derde lid, vervangen bij de wet van 22 februari 1998, 3ter, ingevoegd bij de wet van 24 juli 2008, vervangen bij de wet van 10 april 2014 en gewijzigd bij de wet van 26 december 2022, en 10ter, derde lid, ingevoegd bij de wet van 10 december 2009”.

2. Tussen het eerste en het tweede lid dient een vermelding te komen van de twee koninklijke besluiten die bij het ontwerp worden gewijzigd, namelijk het koninklijk besluit van 6 december 2018 ‘tot vaststelling van de modaliteiten en de voorwaarden voor de toekenning van de toelage bedoeld in artikel 3ter van de wet van 8 juli 1964 betreffende de dringende geneeskundige hulpverlening’ en het koninklijk besluit van 14 december 2018 ‘houdende bepaling van de regels en de inhoud van de registratie door de ambulancediensten en van hun jaarverslag’.²

DISPOSITIEF

Artikel 2

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 1, 6°, dienen de woorden “un PIT en service” vervangen te worden door de woorden “et un PIT en service”.³

Titel II

De woorden “le contenu” moeten worden weggelaten uit de Franse tekst van het opschrift.

Artikel 9

In het ontworpen artikel 1, 32°, moeten de woorden “de dienst respons van het Directoraat-generaal” vervangen worden door de woorden “Dienst respons: de dienst respons van het Directoraat-generaal”.

Artikel 13

1. Deze bepaling voorziet in een overgangsmaatregel ten gunste van de diensten waarvan de overeenkomst wordt opgeheven en die een erkenning vragen. Wat betreft de manier waarop de nieuwe erkenningsregeling en het einde van de overeenkomstenregeling op elkaar

² *Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 29 en 30 en formule F 3-3.

³ “Paramedical intervention team” of “paramedisch interventieteam”, afgekort “PIT”.

worden afgestemd, wordt verwezen naar advies 76.024/2 dat vandaag is gegeven over een ontwerp van koninklijk besluit ‘tot vaststelling van de erkenningsnormen voor ambulancediensten actief binnen de dringende geneeskundige hulpverlening’.⁴

2. Aangezien het begrip “de Wet” niet gedefinieerd wordt in het ontwerpbesluit en de definitie in artikel 1, 1°, van het koninklijk besluit van 6 december 2018 alleen geldt voor de toepassing van dat besluit en niet voor het ontwerpbesluit, dienen de woorden “de Wet” telkens vervangen te worden door de woorden “de wet van 8 juli 1964 betreffende de dringende geneeskundige hulpverlening”.⁵

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Esther CONTI

Patrick RONVAUX

⁴ Zie opmerking 3 over de artikelen 69 tot 77.

⁵ Zie eveneens artikel 14 van het ontwerp.